

DELIBERATION N° 93/02-02 - AVIS DE LA COMMUNE SUR L'ENQUETE PUBLIQUE DES PAPETERIES GOLBEY

Monsieur KIELISZEK, rapporteur, informe le Conseil Municipal qu'il lui est demandé de se prononcer sur l'enquête publique relative à l'autorisation d'exploitation des Papeteries GOLBEY qui se déroule du 11 Janvier au 26 Février 1993.

Cette nouvelle enquête publique fait suite au jugement du Tribunal Administratif de NANCY du 4 Mars 1992 qui avait déclaré l'étude d'impact sur l'environnement insuffisant et avait annulé l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de l'usine GOLBEY.

La nouvelle étude d'impact présentée aujourd'hui à l'enquête publique permet d'évaluer d'une manière exhaustive l'impact des rejets des Papeteries GOLBEY sur la qualité des eaux de Moselle et notamment la faune et la flore, mais également la qualité des eaux potables produites à partir des eaux de Moselle.

Les études entreprises par les ingénieurs du District Urbain de NANCY et du NANCIE ont confirmé que cet impact était négligeable, quel que soit le mode de traitement de l'eau, dans la mesure où les rejets n'excéderont pas 10 mg/litre de DCO supplémentaires.

A la requête du District et sur recommandation du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France, l'industriel a réalisé une extension de la station d'épuration par la mise en service d'un traitement tertiaire permettant d'éliminer jusqu'à 50 % de la pollution résiduelle contenue dans les rejets.

Cet effort de l'industriel permet la sécurisation du traitement d'épuration et doit être maintenu en fonctionnement tout au long de l'année.

En ce qui concerne la demande d'autorisation d'exploiter deux machines à papier il n'y a pas de réserve à formuler compte-tenu de l'obligation faite à l'industriel et acceptée par celui-ci de maintenir le niveau des rejets au niveau fixé pour une seule machine.

La demande d'autorisation d'exploiter faite par l'industriel précise que l'apport de DCO supplémentaires au droit du rejet de la papeterie n'excédera pas 10 mg/litre quel que soit le débit de la Moselle, fut-ce au prix d'une baisse volontaire de la production voire d'un arrêt provisoire.

La Commune de LUDRES souhaite que le District puisse contrôler que cette obligation est respectée par l'industriel. Elle demande aussi que le District puisse disposer de la mesure permanente du débit faite sur la Moselle au Pont Patch par le Service de la Navigation.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
à l'unanimité :

- constate que les Papeteries GOLBEY ont accepté des normes de protection de la Moselle satisfaisantes et de considérer que la demande d'autorisation d'exploitation pour deux machines ne présente pas de danger particulier compte-tenu de l'obligation faite à l'industriel de limiter ses rejets à un apport maximum de 10 mg/litre de DCO supplémentaires au droit du rejet,

- demande à ce que l'industriel soit tenu de faire fonctionner le traitement tertiaire, qu'il a mis en service en 1992, tout au long de l'année, 24 h/24 h sans se limiter à un fonctionnement intermittent pendant les périodes d'étiage. Ceci afin de sécuriser totalement le fonctionnement de la station d'épuration et de limiter dans tous les cas la pollution rejetée dans la Moselle,

- souhaite que d'une part, la concertation menée dans le cadre du comité de suivi de la Moselle soit maintenue et que l'information concernant le débit de la Moselle, le fonctionnement de la station d'épuration des papeteries de GOLBEY, ainsi que les études relatives à son extension soient publiques et accessibles aux services techniques du District Urbain de NANCY et du NANCIE et que, d'autre part, il puisse exercer un contrôle permanent sur les valeurs du débit de la Moselle, du débit de la station d'épuration des papeteries et du GOT mètre (appareil de mesure en continu de la pollution des effluents) placé au rejet par l'intermédiaire d'une liaison spécialisée à mettre en place.

- conscient des risques de pollution de la Moselle et de la fragilité de son éco-système, propose qu'à l'instar de ce qui est fait dans le cas des papeteries de GOLBEY un effort soit entrepris par les industriels et collectivités riverains pour renforcer les capacités et le contrôle des stations d'épuration existantes ou en projet.